

EDITORIAL



Par
Sohrab Rostam
Secrétaire fédéral
chargé des Questions
internationales

Elections "démocratiques"

Le mot démocratie vient du grec, *dêmos*, qui signifie peuple, et *kratos*, qui signifie pouvoir, c'est-à-dire le pouvoir dans les mains du peuple ou de leurs représentants. La démocratie ne peut pas être considérée comme une marchandise que l'on peut transporter n'importe comment, ni en Afghanistan, ni en Irak.

Suite à l'intervention des Etats-Unis en novembre 2001 pour chasser les Talibans du pouvoir en Afghanistan, monsieur Karzaï, d'origine pachtoune et peu connu, a été placé à la tête d'un gouvernement provisoire à majorité tadjik.

En octobre 2004, Monsieur Karzaï a emporté l'élection présidentielle et a été investi officiellement, en décembre, président de la République Islamique d'Afghanistan, en présence du vice président et du secrétaire d'état des Etats-Unis d'Amérique.

Le peuple afghan, depuis son indépendance en 1921, n'a pas eu accès à la liberté. Il a voté la première fois en 1964 lors des élections législatives et la deuxième pour une élection présidentielle. Mais la plupart des Afghans reste sceptique en ce qui concerne les libertés démocratiques et l'avenir du pays.

Selon des informations, les Nations Unies et la coalition ont dépensé plus de 200 millions de dollars pour cette élection. Les Afghans en âge de voter ont eu, comme ailleurs, des cartes d'électeurs, alors qu'ils ne possèdent même pas de carte d'identité.

Que signifie une élection dans un pays où la majorité de la population est analphabète et sans héritage ou culture démocratique ?

Malheureusement la position du président reste très délicate. Il doit tenir compte de sa sécurité (toujours protégé par des gardes du corps privés, des mercenaires), de la diversité ethnique, de l'influence des Pachtoune redevenus majoritaires (auxquels appartiennent les ex-talibans) et des Moudjahidines (appelés autrefois "combattants de la liberté" durant leur lutte contre les Soviétiques).

Cette élection ne peut résoudre les problèmes du peuple afghan. Aucun projet sérieux de développement n'est envisagé dans l'éducation, l'eau potable, l'énergie, le transport, le logement ou l'agriculture.

On constate que les résultats du vote sont restés très identitaires et que ses conséquences sont imprévisibles : la récente tentative d'assassinat de Rachid Dostam, d'origine Ouzbek, en est un exemple.

L'avenir d'un Afghanistan libre et démocratique réside dans la capacité du régime à rassembler l'ensemble des forces vives du pays sans aucune distinction, en étroite collaboration avec tous les pays, en particulier les pays voisins.

Budget 2005 du Département L'immobilisme !

La session plénière du Conseil général du Morbihan, du 25 au 28 janvier derniers, portait sur l'examen et le vote du budget prévisionnel 2005, sur lequel le groupe de gauche s'est abstenu. Retour sur les sujets défendus par les Conseillers généraux socialistes...

Avant d'entamer les débats sur le budget primitif 2005, Hervé Pellois a rendu hommage à Jean Claude Perron, rappelant son engagement d'homme politique et le camarade extraordinaire qu'il était.

Non au budget politique de la majorité

Le groupe de gauche n'a pas voté le budget 2005 proposé par la majorité départementale et pour cause. Comme l'a souligné Hervé Pellois, accompagné de Yves Lenormand, ce budget "reste dans la continuité du précédent. Il n'engage aucune ambition et trop peu d'innovation pour notre département... Il reste porteur d'un mode de pensée budgétaire profondément ancré dans les pratiques de la majorité départementale depuis toujours".

Tout est à craindre pour les prochains budgets

En cette période de démarrage de l'acte 2 de la décentralisation, l'année 2005 est une année de transition qui laisse apparaître les premières interrogations à propos :

- Du transfert des TOS qui ne sera effectué qu'avec un coût pour la collectivité dès 2006,
- De la prise en charge de la montée en puissance prévisible de l'APA, compte-tenu du vieillissement qui se fera sentir dans les années à venir,
- De la remise en cause de la carte scolaire qui se fera sans affectation de personnel,
- Des dépenses liées au transfert des routes au département...

Autant de risques à relever qui pèseront sur la vie de la collectivité et de nos concitoyens et

que les élus de gauche dénoncent comme étant, petit à petit, un transfert de charges. Hervé Pellois a insisté sur ce point en rappelant combien les restrictions budgétaires ont des retombées catastrophiques dans le monde de l'enseignement morbihannais : "Devons-nous nous contenter de constater l'abîme

tion des déchets, - Une politique ambitieuse de construction de nouveaux collèges... Il a également cité bon nombre d'actions nouvelles que mettent en place les départements, toutes tendances politiques confondues, comme la mise en oeuvre des Conseils de Développement durable, des

Conseils généraux de jeunes, la création des Maisons du Conseil Général... "autant d'initiatives qui participent au constat : qu'ailleurs la modernité est en mouvement".

Un manque de transparence dans les critères qui déterminent les choix des actions

Dans le secteur social, dans le domaine des réhabilitations ou constructions d'établissements pour personnes âgées, "il est difficile de saisir les méandres des décisions lorsque la commission sociale ne participe pas aux choix et n'est pas informée des décisions".

Dans le secteur des infrastructures routières nous pouvons faire le même constat : "Comment définit-on si le projet est d'intérêt départemental ou local lorsqu'il y a nécessité d'un aménagement spécifique sur une route ?"

Comment comptez-vous nous associer à la définition des priorités départementales ?

C'est sur cette question d'avenir que le Président du groupe de gauche a conclu son intervention, non sans rappeler au Président du Conseil général que son invitation au dialogue constructif devait être suivie d'une écoute que "nous attendons encore".



La session plénière du Conseil général s'est tenue du 25 au 28 janvier derniers. Sur la photo (de gauche à droite) : Hervé Pellois - Président du groupe de gauche - canton de Saint-Avé, André Gall - canton de Vannes-Ouest et Henri Le Dorze - canton de Pontivy.

qui se creuse entre les déclarations d'intention et la réalité qui se traduit notamment par la centaine de suppressions de postes en Bretagne ?"

Les Morbihannais ont besoin de réponses urgentes en matière d'emploi, de logement, de services de proximité

Hervé Pellois a clairement affiché les vœux de groupe quant à son souhait de voir se mettre en place "une politique volontariste dans de nombreux domaines qui feront la qualité de vie de la population de demain" :

- Une politique de développement des logements locatifs sociaux publics,
- Une politique innovante dans le domaine du développement durable,
- Une politique affichée dans la gestion des espaces naturels sensibles,
- Une politique de développement des énergies renouvelables,
- Une politique concertée d'un schéma départemental de ges-

Coordonnées

Collectif Pêche et développement
1 avenue de La Marne
56100 LORIENT
Tel : 02 97 84 05 87 - Fax : 02 97 64 24 57
Courriel : peche.dev@wanadoo.fr
Site Internet : www.peche-dev.org

Pour en savoir plus

La Collectif Pêche et Développement publie une lettre d'information trimestrielle. Un numéro spécial vient de sortir sur la situation en Asie : disponible au Collectif P&D ou au CRISLA (www.crisla.org). Le collectif diffuse et participe à la traduction de revues indiennes, en français, sur le monde de la pêche (Samudra) ou plus généralement sur le développement durable de ces régions (Notre Terre, sélection d'articles de Down to Earth). Egalement disponible sur demande.

Pour les anglophones, différents sites sont également consultables :
- SIFFS (Organisations de coopératives de pêcheurs du sud de l'Inde) : www.siffs.org
- ICSF (Collectif International d'Appui aux Pêcheurs Artisans) : www.icsf.net

Du côté du Conseil régional

Le Conseil régional a décidé d'apporter aux sinistrés une aide d'urgence d'un montant de 100 000 euros, versée pour 75% à l'Association des Régions de France, qui soutient l'action de Médecins du Monde dans la province d'Aceh à Sumatra, et 25% au collectif Pêche et Développement pour soutenir plus précisément des villages de pêcheurs.

Il a également décidé de financer à hauteur de 300 000 euros, répartis sur trois ans (2005, 2006, 2007), des actions spécifiques de reconstruction de l'outil de pêche en lien direct avec des communautés de pêcheurs.

Le Conseil régional a par ailleurs proposé de constituer un comité de coordination destiné à faire entendre la voix des gens de mer concernant la reconstruction des zones sinistrées. Il sera proposé à ce comité de créer la structure adaptée, destinée à gérer les fonds apportés par la Région et les autres collectivités territoriales, mais aussi par les gens de mer eux-mêmes, l'ensemble des Bretonnes et des Bretons et les associations qui souhaitent s'y associer. Cette association définirait, après expertise des besoins réels, l'affectation des fonds à des communautés de pêcheurs dans une zone ciblée, veillerait dans la durée à l'utilisation optimale des aides collectées et pourrait déterminer la nécessité de mettre à la disposition des populations concernées les savoir-faire bretons.

Alain Le Sann "La meilleure aide, c'est l'écoute"

La vague médiatique étant retombée après la catastrophe en Asie du Sud, les ONG déjà engagées dans le rapprochement entre les peuples poursuivent leur travail de fond. Le Collectif Pêche & Développement, basé à Lorient, œuvre notamment pour un échange entre professionnels de la pêche...



Alain Le Sann - Président du Collectif Pêche & Développement

Pouvez-vous nous présenter le Collectif Pêche et Développement et les actions qu'il mène ?

Avant ce collectif, un travail était mené par différentes ONG et organisations de pêcheurs dans les liens avec le Sénégal.

La réflexion portait alors en particulier sur les accords de pêche et les relations qui existent entre l'Europe et l'Afrique dans ce domaine. Partant de cette expérience, nous avons décidé d'élargir notre réflexion en créant le Collectif Pêche et Développement, qui regroupe des pêcheurs, des non-pêcheurs et des ONG de toute la France qui sont intéressées par les problématiques qui concernent l'avenir de la pêche dans sa dimension internationale mais aussi locale : comment adapter la pêche aux nouvelles réalités telles que la sur-exploitation, l'ouverture des marchés, les labellisations, les réalités sociales, la crise de l'énergie, etc. On se situe donc dans un travail de mise en réseau afin de permettre aux différents groupes de pêcheurs artisans de se faire entendre et de définir un avenir durable pour la pêche artisanale. Dans ce cadre, nous avons organisé en 2000, à Loctudy, la première rencontre internationale de pêcheurs de dizaines de nationalités différentes.



Quel est le sens de votre intervention suite au tsunami qui a frappé l'Asie du sud ?

Notre but premier, on l'a vu, n'est pas du soutien à des projets de coopération. Mais le choc a été tellement violent, en particulier sur les populations de pêcheurs, que l'on a reçu très rapidement des appels à l'aide des organisations de pêcheurs du Sri Lanka et d'Inde, avec lesquelles nous avons l'habi-

tude de travailler. Parallèlement, les pêcheurs de notre réseau en France, se sont dits "ce sont les pêcheurs qui ont souffert, donc il faut absolument organiser la solidarité de pêcheurs à pêcheurs". On a donc organisé la collecte d'argent, parce que c'est ce qu'ils demandent : nous n'avons jamais eu la moindre demande de quelque matériel que ce soit ou de bateaux ou autre. Et l'un de nos soucis était justement de donner des réponses à tous ceux qui voulaient apporter du matériel : on leur a dit non, on n'a aucune demande dans ce sens-là, et même, on nous le déconseille. Il faut préciser que l'une des associations avec lesquelles nous sommes en relation en Inde, SIFFS, est une association placée au cœur du processus de reconstruction... elle sait donc ce qu'elle fait, et c'est le meilleur interlocuteur que l'on puisse avoir, idem pour l'association NAFSO au Sri Lanka.

Il faut bien se dire que l'on ne va pas agir à leur place : le but est de leur permettre de relancer leur activité et qu'ils soient les maîtres du jeu. Mais l'autre enjeu est : est-ce que l'on va entendre la voix des pêcheurs ? Notre souci est que justement on donne les moyens aux organisations de pêcheurs de se renforcer et de faire entendre leur voix. Il faut que la reconstruction, la réhabilitation soit pensée avec les pêcheurs, et non pas seulement des fonctionnaires, des ONG extérieures, des pêcheurs étrangers, des experts...

Quels sont les erreurs à éviter dans l'aide que l'on souhaite apporter ?

Le risque est par exemple de leur envoyer du matériel qui ne convient pas et au mieux qu'il reste pourrir sur la plage ou dans les ports, ce qui serait encore un moindre mal, sinon, on risque d'introduire des modèles de pêche qui sont complètement inadaptés. Par exemple, même envoyer un petit bateau d'ici ne convient pas, parce qu'il consomme énormément de fuel... il faut savoir que la majeure partie de leurs embarcations sont des pirogues, et les plus gros bateaux sont des bateaux de 10 mètres, l'équivalent d'un petit chalutier ici... sachant qu'ils ne pêchent pas au chalut. Il faut donc respecter leur vision des choses et ne pas essayer de projeter notre

volonté d'aider. La meilleure aide, c'est d'abord l'écoute. (...) Quand on voit que certains ont décidé cette semaine de convoier là-bas un bateau de 54 mètres... c'est tout simplement aberrant, on ne voit pas comment on peut former des pêcheurs srilankais sur un tel bateau.

On reproche également à l'Union européenne de proposer cette idée du transfert des bateaux, alors qu'on s'était battu, à la demande d'ailleurs de toutes ces organisations qui se battent contre ce transfert de bateaux, et on avait obtenu que ce transfert ne soit plus subventionné. Et voilà qu'avec cette nouvelle crise, ressurgit la volonté d'un certain nombre d'acteurs de transférer des bateaux. Alors c'est vrai que l'on a un problème d'excédent de capacité de pêche dans nos pays, mais il ne faut surtout pas le transférer là-bas.

"Le Collectif Pêche et Développement et le CRISLA ont 20 ans de relations et de travail avec ces pays, ce qui est assez rare. Peu d'ONG et peu de villes ont des relations aussi fortes et sur la durée avec des organisations indiennes. C'est peut-être une carte à jouer pour Lorient et le Morbihan : l'Asie c'est la moitié du monde de demain, c'est le pôle de l'avenir. Il serait intéressant que les collectivités et les pouvoirs publics confortent ce que l'on a bâti depuis 20 ans, et lors d'une crise comme celle-ci, que l'expérience que l'on a acquise ne soit pas inutile... Si un certain nombre de gens voulaient nous écouter, on ferait sans doute moins d'erreurs. Ca ne veut pas dire qu'on ne fait pas d'erreur, mais on a quand même l'expérience et les contacts qui nous permettent de dire au moins ce qu'il ne faut pas faire. Donc c'est un appel que je lance : nous avons besoin que les élus prennent conscience que l'on a accumulé un capital !"

Soja génétiquement modifié La Région rappelle ses engagements

Au de Lorient, le vendredi 28 janvier, une manifestation anti-OGM a accueilli un cargo transportant du soja transgénique d'Argentine destiné à l'alimentation animale. L'occasion pour la Région de rappeler son action en faveur d'une Bretagne sans OGM.



Jean-Yves Le Drian
Député et
Président de
Région

Escorté par le navire de Greenpeace, le cargo Golden Lion et ses 32000 tonnes de tourteaux de soja transgénique sont arrivés à Lorient sous les sifflets. Une manifestation d'un millier de personnes à l'appel de plusieurs associations (Greenpeace, la Confédération paysanne, les Verts, Attac...), pour protester contre l'importation de produits transgéniques dans la filière agroalimentaire. « Cette action met en évidence

ce une réalité de la politique agricole commune : notre dépendance vis-à-vis de l'Amérique latine pour les protéines destinées à l'alimentation animale. D'autre part, la législation européenne et française sur l'étiquetage des produits issus d'animaux est insuffisante. », commente Le président du Conseil régional Jean-Yves Le Drian.

Un étiquetage qui annonce la couleur

En octobre dernier, la Région Bretagne a voté de grandes orientations pour aller « Vers une région sans OGM, du champ à l'assiette » et a décidé de soutenir les initiatives dans ce domaine. Elle a elle-même engagé une démarche de

développement durable avec l'Etat du Parana, au Brésil, pour créer une filière Brésil-Bretagne d'importation de soja sans OGM dans l'alimentation animale. Enfin, avec le soutien de l'Association des Régions de France, elle coordonne une action européenne de cinquante Régions et territoires sans OGM pour faire avancer la réglementation européenne, en particulier sur l'étiquetage des produits issus des animaux. Une action à poursuivre pour développer une agriculture bretonne de qualité comme pour répondre aux attentes des consommateurs.

En lisant mon journal, en écoutant la radio, la télé...

Sharon Stone nous dévoile une nouvelle face de son talent : après nous avoir stupéfiés dans Basic Instinct, voilà qu'elle nous laisse entrevoir un autre aspect de son génie dans le rôle sublime de dame de charité au bazar de Davos. Emue jusqu'au tréfond par la plaidoirie du président tanzanien Mkapa, elle s'est levée pour lui offrir 10 000 \$ afin d'acheter des moustiquaires ! Et en quelques instants, ces messieurs dames sortent de leur poche leur aumône : 50 000 \$ pour l'un, 20 000 \$ pour l'autre. En quelques instants, les promesses se sont élevées à un million de dollars. Quel beau geste, quelle émotion. Sans doute, les moustiquaires ne remplaceront pas un vrai fonds d'aide pour la prévention du paludisme, mais ça nous fait tellement de bien à nous de nous montrer si généreux. Comme me disait un vieux camarade socialiste : « ces gens-là entretiennent la misère pour pouvoir faire la charité ».

Trop tard !

Le 5 janvier 2005, le bureau de la CCPRM (Communauté de Communes du Pays du Roi Morvan) a rencontré Mme la Préfète du Morbihan, qui aurait assuré aux membres de la délégation « qu'il n'y aurait pas de restructuration sans concertation préalable avec les élus locaux du Centre-Ouest Bretagne », répondant ainsi à l'inquiétude manifestée concernant les perceptions du Faouët et de Guéméné, différents bureaux de postes de ces deux cantons et des réseaux de l'Équipement. Ce mot « concertation » a dû changer de sens, car, depuis le 3 janvier, les 5 emplois de la perception du Faouët se sont transformés en un emploi, plus un emploi à temps partiel.

Lorsque j'étais jeune, on appelait, en vertu d'un certain droit d'inquisition, le personnel du Trésor, les « Rats de Cave ». Les rats de cave du Faouët, mutés au 4ème étage du Centre administratif de Gourin (ancienne clinique Lohéac), connaissent une promotion en altitude extraordinaire. De plus, ils quittent une réserve d'indiens pour une « capitale ».

La Poste du Faouët ne semble pas encore touchée, mais un élément d'inquiétude est introduit par le fait que la Mairie, propriétaire des bâtiments, a été autorisée à louer à un particulier, totalement indépendant du service de logement de fonction actuellement inoccupé.

Il paraît que la compensation en faveur du Faouët avait été réalisée par la mutation au pays de St-Radarfix de la moitié des gendarmes de la brigade de Gourin depuis novembre 2004. Effectivement, plusieurs conducteurs ont eu le plaisir d'être conviés, à divers carrefours de l'agglomération, à souffler dans un ballon à virage coloré ? Et même que si vous avez oublié de vous mettre la ceinture, on vous remonte les bretelles !! Tarif : 90 euros cash (à payer à la perception de Gourin, éventuellement) + 3 points. En ce qui concerne St-Radarfix, impossible de vous dire s'il fonctionne, puisque tous les chauffards raisonnables commencent à freiner à partir de Restalgon !

Pipo

10ème Rassemblement des secrétaires de section Combattre la droite et préparer l'avenir

Le 10ème rassemblement des secrétaires de section s'est tenu le dimanche 30 janvier à Paris. Une délégation de secrétaires des section morbihannais était présente à ce rendez-vous annuel visant à faire le point sur les chantiers en cours.



Plusieurs centaines de secrétaires de section de toute la France ont répondu présent à ce rendez-vous annuel à Paris.

Sept secrétaires de section morbihannais ont participé à ce rendez-vous annuel : Yves Péran (Inzinzac-Lochrist), Eric Froger (Hennebont), Gérard Péresse (Languidic), René Lorent (Arradon), René Hervé (Quiberon), Guy Toureaux (Sarzeau) et Christophe Baron (Questembert).

Outre le traditionnel rapport d'acti-

tivité du secrétariat national à la coordination, cette rencontre a été l'occasion pour François Hollande d'aborder différents sujets tels que l'enjeu républicain, la « casse territoriale » du gouvernement Raffarin, le centenaire du Parti socialiste, ainsi que les conséquences de la politique gouvernementale en matière d'emploi et de pouvoir d'achat.

MJS Mouvement des Jeunes Socialistes du Morbihan

Education : à quand l'accès pour tous ?

L'éducation fait l'actualité. François Fillon vient de rendre sa copie et les socialistes planchent sur le projet. L'ensemble des militants est en effet invité à échanger et construire le projet éducatif de demain. Les débats sont riches et les propositions déjà avancées percutantes. Les jeunes socialistes peuvent être satisfaits de la priorité donnée à l'éducation.

Les objectifs sont ambitieux et tant mieux. Un projet de qualité se dessine avec la volonté de concrétiser l'égalité des chances. Le problème est réel et les chiffres sont clairs : 1% des enfants de cadres sortent du système scolaire sans qualification, ils sont 13% chez les enfants d'ouvriers non qualifiés et 29% pour les

enfants d'inactifs. Le milieu social des jeunes détermine trop souvent leur réussite scolaire.

Une question plus large est cependant difficilement considérée à sa juste importance : l'accès pour tous, lié à l'égalité des chances. Car au-delà de la réussite à l'école, l'accès aux études supérieures et même parfois au lycée peut être difficile. Et c'est un problème financier, car il est courant d'étudier dans une autre ville. Il faut donc payer un loyer, des factures et les frais de scolarité.

Les bourses sont soit insuffisantes soit ne sont pas accordées au-dessus du plafond. Les familles supportent donc le poids financier des

études de leurs enfants. Parfois, cela s'avère impossible. Comment une famille peut-elle financer les études de deux enfants quand il faut déjà payer trois loyers (l'appartement familial et deux studios étudiants hors de prix) ?

Les étudiants ont pour l'instant plusieurs solutions : travailler tout en étudiant, contracter un crédit étudiant ou arrêter les études. Ces trois options sont inacceptables. Les socialistes doivent proposer une autre alternative pour la poursuite d'études ne soit pas conditionnée par l'argent.

Gwennan Melscoët
Responsable
du groupe de Lorient

Agenda

Premier secrétaire fédéral Samedi 5 février

Rennes - Manifestation pour la défense des 35 heures - Assises régionales de l'Education en présence de François Hollande

Jeudi 10 Février

Vannes - Conseil fédéral

Actualité

La curieuse bataille idéologique de la droite

Quelle mouche pique-t-elle donc la droite pour se lancer dans une guerre idéologique sur la réduction du temps de travail, alors qu'une très grande majorité des salariés n'est pas d'accord ?

Certes les hussards de l'ultra libéralisme, aux ordres du Medef, veulent faire passer un message à leur électorat ou tout au moins à la branche la plus conservatrice, mais, en cette période de chômage massif, bon nombre de nos concitoyens ne comprennent pas cet acharnement à vouloir remettre en cause cet acquis social important. Comme si on voulait, en cette période de vaches maigres sur le plan du pouvoir d'achat, pousser un peu plus à la révolte de nombreux salariés insatisfaits par le partage des fruits de la croissance, face aux super bénéficiaires engrangés par de nombreuses entreprises. Ces boute-feux ne seraient-ils pas des crypto-communistes déguisés en libéraux chargés d'exacerber les ressentiments des salariés envers le processus de mondialisation économique en cours de réalisation ? On peut raisonnablement se poser cette question !

Il ne faut pourtant pas être grand clerc pour constater que le slogan "travailler plus pour gagner plus", si cher à nos ultra-libéraux, ne convainc personne, car bon nombre de salariés entendent plutôt "travailler plus pour gagner moins". L'actualité économique est d'ailleurs là, tous les jours, pour leur donner raison. Il est indécent pour la droite de se réclamer de la valeur travail alors qu'elle a créé 200 000 chômeurs de plus depuis son arrivée au pouvoir. Par rapport aux 500 000 emplois créés sous le gouvernement Jospin, nous nous rendons aisément compte que sur le plan du travail nous n'avons pas les mêmes valeurs.

C'est donc à une offensive sans limites que la droite nous convie. La réponse de la gauche et des salariés doit être à la mesure de l'attaque. C'est par une participation massive de tous, samedi 5 février prochain, que nous pourrons montrer à la droite et au gouvernement qu'il y a des limites à ne pas franchir. Il y va de l'avenir de l'existence de notre droit du travail et de l'emploi dans notre pays.

Le Cormoran

VIE DE LA FÉDÉRATION

Fête du Nouvel An Politique et convivialité

La Fête du Nouvel An s'est déroulée cette année à l'espace Cosmao Dumanoir à Lorient, réunissant plus de 200 personnes pour un dîner-dansant. Un rendez-vous festif et convivial, tout en permettant une expression politique. Suite à l'accueil fait par Laurent Tonnerre - secrétaire de la section de Lorient, Gwendal Rouillard - Premier secrétaire fédéral et Jean-Yves Le Drian - Député et Président du Conseil régional, ont ouvert les festivités... extraits.

Lors de son intervention, Gwendal Rouillard a tenu à rappeler les défis de 2005, qu'il a déclinés sous trois mots clés : Décision, proposition, action.



Il a clôturé son propos en adressant à l'ensemble des adhérents ses meilleurs voeux pour 2005, et que cette année soit placée sous le signe du militantisme politique.



Décision

2005 sera une année de décision des Français sur le traité constitutionnel européen.

Le Premier secrétaire fédéral a ainsi rappelé que la fédération mènera campagne pour un "oui de gauche" au traité constitutionnel européen pour trois raisons : les avancées du texte, le contexte international (poids des Etats-Unis) et la nécessité pour l'UE de renforcer ses institutions après l'élargissement aux 10 nouveaux pays en 2004.

Proposition

2005 doit aussi, pour les socialistes, être l'année de l'élaboration du projet 2007-2008, afin de représenter une alternative crédible aux prochaines échéances électorales. La mise en place de groupes de travail sera l'occasion pour tous les adhérents de se joindre, en plus du travail en section, à ce processus.

Action

En 2005, "il faut bien sûr continuer à agir". Tout d'abord contre les choix injustes du Gouvernement, et dans l'immédiat cela concerne la remise en cause des 35 heures. Il faut par ailleurs continuer à développer le Parti, et les réflexions sur le projet seront l'occasion d'inviter un grand nombre de citoyens à partager nos choix de société. Enfin, dans le registre de l'action, le Premier secrétaire fédéral a rappelé le soutien de la Fédération à la candidature de Thérèse Thiery aux cantonales partielles à Lanester, et le sens des responsabilités d'Alain L'Henoret et des socialistes lanestériens.



Jean-Yves Le Drian a, pour sa part, fait un point sur le travail effectué et à venir au sein du Conseil régional : "Nous tenons nos engagements" a rappelé le Président de l'exécutif régional. "Depuis mars 2004, nous mettons en œuvre notre programme pensé pour 6 années de mandat. Sur l'emploi associatif, sur la gratuité des livres scolaires, sur l'environnement, sur le développement durable, sur la culture, nous prenons des mesures. Le vote du premier budget va avoir lieu à la fin février ; il représentera un acte politique majeur pour notre territoire et ses habitants. Malgré tout, nous sommes très inquiets sur les conséquences financières de la "décentralisation manquée" de Jean-Pierre Raffarin. Les transferts des écoles d'infirmières, des ports et des aéroports vers la Région ne sont à ce jour ni expliqués, ni financés."

Manifestation contre la remise en cause des 35 heures

Samedi 5 février

Rendez-vous à 14h30

à LORIENT

Boulevard Cosmao-Dumanoir

à VANNES

Parking de La Rabine

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient

Nom : Prénom :

Adresse :

Abonnement pour 1 an : 20 €

Le Rappel

Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■ Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gauter ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappeldumorbihan@wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 74716 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55

Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr

Espace "Fédération" du site Internet : www.parti-socialiste.fr/federation.php